

Opinion

La clandestinité,
la peste pour une société

Réginald Moreels

Chirurgien humanitaire,
ancien secrétaire d'État et ministre
de la Coopération (CVP)ancien secrétaire d'État et ministre
de la Coopération (CVP)

■ “Les solutions classiques à la crise migratoire (on pourrait freiner ces mouvements en traitant les causes profondes sur place) sont des chimères”, dit Francken dans son livre. Il a tort. Voici une proposition constructive.

Vu la politique répressive et insidieuse du gouvernement et du secrétaire d'État, notre population a l'impression de ne plus pouvoir vivre chez soi. Les mesures actuelles sont purement palliatives en attendant que la migration coule une mort douce. Mais une connaissance basique de l'histoire de l'homme nous apprend que la migration existe depuis des centaines de milliers d'années. Je reconnais humblement que la résilience d'une population s'accorde parfois difficilement à une bonne dose d'hospitalité. Considérons raisonnablement et sans émotion partisane que chaque migrant ou nouvel entrant est une personne qui veut se sentir protégée d'un danger de guerre ou persécution. Que chaque migrant venant d'un pays plus pauvre veut améliorer son existence et celle de sa famille souvent encore lointaine.

Mais la politique actuelle de renvoi jette plein de migrants dans la clandestinité. Celle-ci engendre l'agressivité, souvent entre des groupes de

migrants vu le peu de moyens qui leur sont octroyés, et plonge des hommes, femmes et enfants dans la honte

de la misère. Ma proposition est constructive: sortir tous les arrivants, quel que soit leur statut, de la clandestinité.

Ma stratégie est progressive et s'étale sur plusieurs phases.

1 La phase préparatoire

Un groupe restreint, et non une table ronde stérile, se doit de répondre notamment aux questions suivantes: combien de nouveaux arrivants ayant reçu une réponse positive à leur demande d'asile ont été intégrés au marché du travail, et combien de vacatures sont actuellement ouvertes, dans quels secteurs et spécialités?

Ces deux indicateurs donneront une idée précise de notre marché du travail qui nécessite un nombre non négligeable d'emplois flexibles ou fixes. Tous les indicateurs économi-

ques le prouvent de façon incontestable.

Un appel public permet ensuite à toute personne indépendamment de son statut, avec ou sans papiers, de répondre à cet appel sans courir le risque d'être arrêtée par la police et reconduite à la frontière. Je ne suis pas naïf au point de croire que tous les employeurs potentiels répondront positivement à cet appel et que, ici et là, aucun demandeur d'emploi ne sera discriminé selon son origine et sa couleur. Mais je crois autant qu'un nombre de start-up sera sensible à cet appel novateur et productif pour notre emploi et production. En plus, argument non négligeable, toute personne au travail, autochtone ou étrangère, contribue de facto à la sécurité sociale et sort ainsi du travail au noir.

Cette phase préparatoire permet de dessiner au brut une carte socio-économique de notre politique d'accueil et de construire une vision, réduisant autant que possible le poison de la clandestinité.

2 La phase de négociation

Celle-ci doit être large et inclusive, le responsable politique, les organisations d'accueil, quelques représentants

du monde patronal et syndical, de si nombreux associations humanisant notre accueil de l'étranger, sans tomber dans le piège procédurier des commissions ou groupes de travail qui s'auto-entretiennent.

Le travail doit être intensif, les collaborations efficaces respectant un délai aux conclusions.

3 La phase de lobbying

Me replaçant dans le rôle d'ancien membre d'un gouvernement fédéral, je ne côtoierais pas seulement les collègues aux conseils européens,

mais j'irais beaucoup plus sur le terrain d'autres pays européens afin de capter les différentes approches constructives de leurs politiques migratoires. Les projections démographiques futures exigent par ailleurs une vision éclairée sur la migration tant politique que sociale et économique.

Je continue, dans mes discussions et mes rencontres, à souligner l'acquis des droits de l'homme-femme-enfant que toute personne vivant sur notre territoire se doit de respecter dans la diversité de ses convictions et sa culture. Le meilleur vaccin contre le racisme et la xénophobie est de considérer l'Autre comme un être avec ses qualités et défauts, et de témoigner d'un respect qui doit être mutuel.

En plus, nos droits et devoirs démocratiques et notre justice doivent valoir pour tout un chacun de façon équitable.

4 Une phase expérimentale de dix-huit mois

Cette phase comprend un cours de langue obligatoire, un cours sur nos droits politiques, sociaux, économiques, écologiques, un large exposé sur nos possibilités d'accueil, les risques de transiter clandestinement vers d'autres pays, mais aussi les mesures d'encouragement à retourner dans certains pays d'origine sortis de l'insécurité et de la dictature avec des primes de retour dans des projets de développement et petites et moyennes entreprises locales.

5 À neuf mois, une phase d'évaluation

Elle doit permettre d'amender certaines mesures prises, collecter les premières impressions et expériences, chiffrer les

données d'écoles et d'entreprises ainsi que le taux de sortie de la clandestinité.

Cette stratégie phasée se coordonnerait dans un "Centre Infomigrant", plus utile et efficace que toute la somme des centres fermés (sauf pour des délits de justice).

En plus les centres d'accueil de Fedasil et de la Croix-Rouge pourront beaucoup plus rapidement qu'actuellement intégrer un marché du travail temporaire car l'inactivité, elle aussi, tue la personne humaine et augmente la détresse psychologique. De toute façon, aucun mur ni armée de policiers ne pourra empêcher quelqu'un de continuer à migrer, de s'échapper dans la clandestinité plutôt que de devoir être renvoyé avec honte dans son village sans aucun bagage ni valeur ajoutée, financière ou apprentissage.

J'en termine avec quelques idées au niveau européen car je suis vraiment choqué par la proposition de Jean-Claude Juncker d'allouer des milliards à un renforcement de nos frontières au lieu de les investir dans des projets de société constructifs comme j'en propose parmi d'autres. Le subsidé à l'emploi non discriminatoire, le soutien logistique et financier à des écoles et enseignants ouverts aux dialogues culturels et religieux, l'octroi d'une carte médicale donnant accès à un

nombre défini de soins essentiels à chaque personne et famille entrant dans nos pays sont des politiques plus productives et utiles pour les sociétés qui deviendront, malgré tous les populismes à court terme, multiculturelles. J'ose croire que les jeunes seront beaucoup plus ouverts et tolérants que leurs aînés.

Enfin, les fameux "hotspots" aux berges méditerranéennes doivent se transformer en "offices infomigrant" comme décrits ci-haut. Chaque migrant peut s'y rendre avec son CV, démontrer ses compétences, raconter son histoire, et être dirigé vers un pays européen d'accueil selon un quota respectant l'équilibre entre des migrants hautement qualifiés et moins qualifiés, selon le nombre d'écoles et ateliers pouvant accueillir des familles, selon les possibilités d'habitat dans les vil-

les et villages.

L'informatisation de ces offices doit être très performante, la banque de données extensive, entourée d'un personnel compétent et abondant pour l'accompagnement psychologique et check-up médical de chaque arrivant. Voilà à quoi tous ces milliards disponibles devraient servir ! Nous nous trouvons tous devant non seulement un changement climatique mais un changement de société. Irréversible et rempli d'espoir.

Ma stratégie pour sortir tous les arrivants de la clandestinité est progressive et s'étale sur plusieurs phases.